

# Solidarité avec Marina Petrella

jeudi 20 décembre 2007, par [LCR \(France\)](#) (Date de rédaction antérieure : 20 décembre 2007).

## Communiqué de la LCR

Vendredi 14 décembre, la Cour d'Appel de Versailles s'est prononcée en faveur de l'extradition de Marina Petrella. Comme d'autres réfugiés italiens avant elle, Marina est devenue ainsi l'otage de la coopération policière et des accords politico-commerciaux entre le gouvernement italien et le gouvernement français. Cette décision est un reniement de plus dans la protection accordée aux réfugiés italiens par l'Etat français en 1984.

Réfugiée en France depuis 1993, Marina a été incarcérée le 21 août dernier. Depuis le 6 décembre, Marina fait une grève de la faim. Le déni officiel par les plus hauts tribunaux du droit d'asile constitue un fait grave pour la justice et l'Etat de droit dans ce pays. Il s'agit d'une porte ouverte pour bafouer les libertés individuelles et collectives.

L'Etat s'acharne sur Marina sans même prendre en compte, la situation humanitaire et la présence d'un enfant de dix ans. Un enfant auquel on dit que sa mère n'a pas droit de rester en France même si elle bénéficiait du droit d'asile et d'une carte de séjour de dix ans. La Ligue Communiste Révolutionnaire lui manifeste sa solidarité, ainsi qu'à ses proches et à tous les réfugiés italiens.

La LCR soutient toutes les luttes, les mobilisations et les initiatives pour la libération de Marina Petrella, le respect du droit d'asile et de la protection accordée par l'Etat aux réfugiés italiens.

---

## Dépêche

### La LCR « solidaire » de Marina Petrella, demande sa libération

PARIS, 17 déc 2007 (AFP) - La LCR a affirmé lundi sa « *solidarité* » avec l'ancienne brigadiste italienne Marina Petrella, alors que la justice française vient de se prononcer en faveur de son extradition, et soutient « *toutes les luttes pour sa libération* ».

« *La Ligue communiste révolutionnaire manifeste sa solidarité* » à Marina Petrella, « *ainsi qu'à ses proches et à tous les réfugiés italiens* », affirme l'organisation d'Olivier Besancenot dans un communiqué. La Ligue « *soutient toutes les luttes, les mobilisations et les initiatives pour sa libération* » et pour « *le respect du droit d'asile et de la protection accordée par l'Etat aux réfugiés italiens* », ajoute le communiqué.

Pour la LCR, « *Marina est devenue l'otage de la coopération policière et des accords politico-commerciaux entre les gouvernements italien et français* ». « *Le déni officiel par les plus hauts tribunaux du droit d'asile constitue un fait grave pour la justice et l'Etat de droit* » et « *une porte ouverte pour bafouer les libertés individuelles et collectives* », affirme la LCR.

Ancienne membre des Brigades rouges, Marina Petrella, 53 ans, condamnée en Italie en 1992 à la

réclusion à perpétuité, et réfugiée en France depuis les années 1980, a été arrêtée en août à Argenteuil (Val-d'Oise) et placée depuis sous écrou extraditionnel. Elle observe une grève de la faim depuis dix jours.

---

### **Liberté pour Marina Petrella**

Marina Petrella, ancienne militante des Brigades rouges et condamnée à la prison à la perpétuité en Italie, s'était réfugiée en France, il y a près de quinze ans. Elle avait bénéficié de la décision de François Mitterrand de refuser d'extrader les brigadistes qui « avaient rompu avec la machine infernale dans laquelle ils s'étaient engagés ». C'était le cas de Marina Petrella, qui avait obtenu une carte de séjour et travaillait comme assistante sociale. Mariée à un militant de la CGT de la Plaine-Saint-Denis, elle vivait en France avec sa fille de dix ans. Arrêtée cet été lors d'un contrôle routier, elle risque, dans les jours qui viennent, l'extradition et la prison en Italie, depuis que la cour de Versailles a donné son autorisation à son extradition. Son sort est désormais entre les mains du président de la République, qui risque, comme ses prédécesseurs, de renier la parole de François Mitterrand, comme ce fut malheureusement le cas pour Paolo Persichetti, en 2002, ou Cesare Battisti, en 2004. Depuis le 6 décembre, elle a entamé une grève de la faim à la prison de Fresnes (Val-de-Marne), suivie par son compagnon, Hamed. Déjà, le président du Conseil italien, Romano Prodi, et son gouvernement de « gauche » se félicitent de la décision des autorités françaises. Il est donc grand temps de se mobiliser en envoyant vos pétitions à l'Élysée et de manifester votre solidarité en lui écrivant : Marina Petrella, Maison d'arrêt de Fresnes pour femmes, n° d'écrou 932940, allée de Thuyas, 94261 Fresnes.

\* *Rouge n° 2232, 20/12/2007.*